

BRICORAMA SA

Société anonyme au capital de 31.106.715,00 €.
Siège social : 21a boulevard Jean Monnet - ZAC des Boutareines, 94 350 Villiers-sur-Marne
957 504 608 R.C.S. Créteil

Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2013.

I. – Rapport d'activité semestriel.

La marche des affaires du groupe Bricorama s'est inscrite sur ce premier semestre dans un contexte économique particulièrement difficile, dans tous les pays où il est présent, aggravé par des conditions climatiques peu favorables.

En France, les performances du groupe ont été pénalisées par la décision du tribunal de grande instance de Pontoise du 6 janvier 2012, confirmée en appel début novembre 2012, et qui interdit à la société Bricorama France d'employer des salariés le dimanche sur 32 magasins de la région parisienne. Le chiffre d'affaires ressort ainsi à 223,6 M€ contre 244,2 M€ l'année précédente.

L'activité en Belgique, sur un périmètre stable par rapport à l'année précédente, a plutôt bien résisté à la crise sur le premier trimestre. Le deuxième trimestre a par contre été fortement impacté par des conditions climatiques défavorables.

Aux Pays-Bas, dans un contexte de crise encore très marqué impactant plus particulièrement l'enseigne KARWEI, plus axé sur la décoration, le groupe a ouvert deux nouveaux magasins à Epe et Haarlem, transféré le magasin de Venlo sur une surface très agrandie et inauguré en joint venture avec un autre franchisé Intergamma un nouveau magasin à Ypenburg.

Au global Benelux, le chiffre d'affaires s'établit à 110,4 M€ contre 116,4 M€ l'année précédente.

En Espagne, dans un contexte économique qui reste très morose, le groupe a décidé de fermer fin juillet 2013 son magasin de Séville qui pénalisait lourdement la rentabilité du groupe et s'emploie désormais à réorganiser son activité en favorisant et facilitant la mise en œuvre de synergies avec la France.

Le réseau des franchisés en France continue quant à lui à se développer avec l'ajout sur cette première partie d'année de 3 nouveaux magasins.

En terme d'organisation, le groupe a décidé de modifier sa gouvernance par la mise en place de trois Directions Générales Déléguées. Christian Roubaud élargit ses responsabilités de Directeur Administratif et Financier en supervisant désormais les activités du groupe à l'étranger tandis que la Direction Opérationnelle de la France est désormais confiée à Antoine Machu et que Jean-Michel Bourrelier supervise plus spécifiquement les activités opérationnelles en Espagne.

II. – Profil du groupe.

Nombre de magasins	Au 30/06/2012	Au 30/06/2013
France	94	93
Pays-Bas	32	34
Espagne	9	8
Belgique	41	41
Franchisés	43	46
TOTAL	219	222

III. – Perspectives / principaux risques / incertitudes / saisonnalités.

Dans un contexte de réorganisation et de maîtrise des coûts, le deuxième semestre sera marqué par la fermeture de deux magasins déficitaires : Roeselare en Belgique et Kerkrade aux Pays-Bas. Parallèlement, sur l'été, le groupe a mené à bien certains chantiers informatiques d'importance qui doivent lui permettre d'améliorer son efficacité et réduire ses coûts.

Les deux assignations de 2008 vis-à-vis de Bricorama et de ses administrateurs, lancées par la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bricorama, à comparaître devant le tribunal de commerce de Créteil dans le cadre de demandes d'indemnisation de respectivement 96,3 millions d'euros et 7,0 millions d'euros au profit de Bricorama SA, sont toujours en cours.

De même la dernière réclamation de JG Capital Management, dans le cadre de conclusions additionnelles relatives aux deux assignations ci-dessus sur d'une part, la somme de 100 millions d'euros correspondant au manque à gagner subi par Bricorama du fait des acquisitions immobilières réalisées par ses dirigeants et d'autre part, la somme de 4 026 556 euros au titre du préjudice subi par l'actionnaire minoritaire correspondant à la perte de chance de JG Capital Management sont également en cours. Ces réclamations sont sans impact sur les comptes de la société.

On soulignera par ailleurs que concernant le différend juridique opposant Bricorama à Mr Bricolage sur le rachat par Bricorama d'un groupe de magasins pour lequel Bricorama a constaté en 2011 une charge exceptionnelle de l'ordre de 6 millions d'euros et sur lequel le groupe est en Cassation du jugement d'appel rendu en février 2012, aucune décision judiciaire n'est prise à ce jour.

Enfin, il convient de souligner dans le cadre de la fermeture de nos magasins le dimanche que le syndicat FO, qui a été débouté en première instance de ses demandes de liquidation d'astreinte, a fait appel de cette décision. Ses demandes sont de l'ordre de 37 M€ et ne sont pas provisionnées dans les comptes présentés.

D'autre part, au regard de la distorsion de concurrence caractérisée par cette décision de justice, Bricorama, continue à travailler parallèlement à l'obtention de dérogations administratives.

Ainsi Bricorama, assisté de ses conseils, continue à mettre en œuvre tous moyens pour la réouverture de ses magasins, ou contraindre ses concurrents à fermer. Cette volonté de lutter contre cette distorsion de concurrence et qui est renforcée par un imbroglio juridique au travers des zones de PUCE, reste l'un des axes stratégiques du groupe.

Comme les années précédentes, l'activité bricolage du groupe n'est pas affectée par un phénomène de saisonnalité, au niveau de chaque semestre.

IV. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2013.

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Chiffre d'affaires	10	343 806,5	371 903,0	732 282,8
Autres produits de l'activité		5 284,1	4 590,4	10 610,3
Achats consommés	10	-214 980,8	-232 390,8	-453 390,2
Charges externes		-57 167,7	-52 815,6	-105 607,4
Charges de personnel		-58 769,5	-63 876,4	-128 846,9
Impôts et taxes		-4 793,5	-4 831,9	-9 307,8
Dotations aux amortissements		-8 031,1	-7 825,8	-15 852,1
Dotations aux provisions		-1 138,4	-1 386,6	-2 709,3
Variation de stocks d'en-cours et produits finis		0,0	0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation	11	1 977,5	2 310,8	3 956,5
Résultat opérationnel courant		6 186,9	15 677,0	31 135,8
Résultat sur cession participations conso		0,0	0,0	2,7
Autres produits et charges opérationnels	12	693,6	-95,8	-1 087,4
Résultat opérationnel		6 880,5	15 581,2	30 051,1
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		95,5	118,6	125,8
Coût de l'endettement financier brut		-966,8	-1 683,7	-2 707,7
Coût de l'endettement financier net		-871,2	-1 565,1	-2 581,9
Autres produits et charges financiers		-1 371,0	-373,8	-1 750,4
Résultat avant impôt		4 638,3	13 642,3	25 718,8
Impôt sur les bénéfices	13	-3 242,6	-4 896,8	-10 557,5
Quote part mise en équivalence		-127,3	-29,3	-64,3
Résultat des activités destinées à être cédées		0,0	0,0	0,0
Résultat net total		1 268,3	8 716,3	15 096,9
Part du groupe		1 268,4	8 575,1	15 096,8
Part des minoritaires		0,1	141,2	0,1
Résultat par action (euros)		0,20	1,40	2,43

V. – Autres éléments du Résultat global (retraitements des éléments passés en capitaux propres)

Cet état est présenté en suivant les dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter dans un tableau séparé les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres et nommés « Autres éléments du Résultat global ». Le tableau de « Variations des capitaux propres » ne présente donc plus qu'un total « Autres éléments du Résultat global ».

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net consolidé	1 268,3	8 716,3
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente		
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	2 000,2	-1 700,1
Différences de conversion	-34,1	52,0
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies	70,2	
Autres éléments du Résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts)	2 036,4	-1 648,9
Résultat global consolidé (1)	3 304,6	7 067,4
Dont Résultat global part des minoritaires	-0,1	158,4
Dont Résultat global part du groupe	3 304,7	6 909,0
Résultat global par action (euros)	0,5	1,1

(1) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat global consolidé » regroupe les charges et produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôt.

VI. – Etat de situation financière consolidé au 30 juin 2013.
(en milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Goodwill	3	173 739,1	173 739,1
Autres immobilisations incorporelles	3	3 909,1	2 408,5
Immobilisations corporelles	3	86 624,7	88 002,9
Participation entreprises associées		84,4	212,7
Autres actifs non courants		10 545,7	9 935,2
Actifs d'impôts non-courants		2 570,6	3 258,9
Autres actifs long terme			
Total actifs non courants		277 473,7	277 557,3
Stocks et en cours	4	233 301,4	220 992,4
Clients et autres débiteurs	5	17 356,1	16 513,5
Créances d'impôt			
Autres actifs courants	5	36 653,9	33 894,3
Actifs d'impôts courants		2 200,8	444,3
Actifs financiers à la juste valeur	6	2 418,4	0,2
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6	57 748,5	55 893,6
Total actifs courants		349 679,2	327 738,2
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés			
Total actif		627 152,9	605 295,5

Passif	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Capital		31 106,7	31 106,7
Primes liées au capital			
Réserves		257 385,9	246 460,9
Résultat de l'exercice		1 268,4	15 096,8
Intérêts minoritaires		39,8	40,1
Total des capitaux propres		289 800,7	292 704,5
Emprunts et dettes financières à long terme	6 - 7	63 458,3	65 977,2
Passif d'impôt non courant		700,5	590,8
Engagement envers le personnel	8	5 434,7	5 480,3
Provision à long terme	8	2 087,3	2 239,4
Autres passifs non courants			
Total passifs non-courants		71 680,8	74 287,7
Fournisseurs et comptes rattachés	9	91 890,6	78 044,5
Emprunt à court terme	6	110 791,0	97 982,4
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	6	25 233,2	25 137,2
Passif d'impôt courant		1 285,1	701,6
Provisions à court terme	8		
Autres passifs courants	9	36 471,4	36 437,6
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés			
Total passifs courants		265 671,4	238 303,3
Total passif		627 152,9	605 295,5

VII. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2013.
(en milliers d'euros)

	Capital	Primes liées au capital et réserves	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2012	31 107	5 125	253 396	289 630	195	289 825
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion				35	17	52
Résultat de la période	0		8 575	8 575	141	8 716
Total des pertes et profits de la période						
Dividendes versés			-8 069	-8 069		-8 069
Autres variations						
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39		-1 701		-1 701		-1 701
Stock options IFRS 2						
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2012	31 107	3 424	253 902	288 470	353	288 823

	Capital	Primes liées au capital et réserves	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2013	31 107	1 052	260 503	292 664	40	292 704
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion			-34	-34		-34
Résultat de la période			1 268	1 268		1 268
Total des pertes et profits de la période			1 234	1 234		1 234
Dividendes versés			-6 208	-6 208		-6 208
Autres variations						
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies		70		70		70
Couvertures taux IAS 39		2 000		2 000		2 000
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2013	31 107	3 122	255 529	289 760	40	289 800

VIII. Tableau consolidé des flux de trésorerie.
(en milliers d'euros)

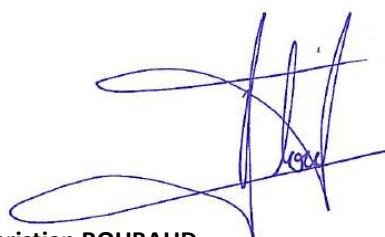
	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net total consolidé	1 268	8 716
Ajustements :		
Elimination des mises en équivalence	127	29
Elimination des amortissements et provisions	7 945	1 093
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-2 200	99
Autres produits et charges sans incidence trésorerie	12	12
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	7 152	9 949
Elimination de la charge (produit) d'impôt	3 225	4 861
Elimination du coût de l'endettement financier net	871	1 565
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	11 249	16 398
Incidence de la variation du BFR	-2 043	4 561
Impôts payés	-3 642	-4 727
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	5 564	16 232
Incidence des variations de périmètre		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-9 130	-6 278
Acquisitions d'actifs financiers		-1
Variation des prêts et avances consentis	-611	-204
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 185	12
Cessions d'actifs financiers		0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-6 556	-6 470
Augmentations de capital		
Emissions d'emprunts	20 097	18 097
Remboursements d'emprunts	-13 589	-17 040
Intérêts financiers nets versés	-871	-1 564
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-6 207	-8 069
Dividendes payés aux minoritaires	0	0
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-571	-8 578
Incidence des variations des taux de change	-31	33
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de la trésorerie	-1 593	1 216
Trésorerie d'ouverture	16 912	8 112
Trésorerie de clôture	15 318	9 328

IX. Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du rapport financier

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Jean-Claude BOURRELIER
Président Directeur Général



Christian ROUBAUD
Directeur Général Délégué
Administratif & Financier et Directions étrangères

X. Annexes aux comptes semestriels consolidés.

Note 1. – Informations générales

Bricorama SA et ses filiales exploitent en France, au Benelux et en Espagne un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes Bricorama et Batkor en France et en Espagne, Gamma et Karwei au Benelux.

Bricorama SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 21A boulevard Jean Monnet – 94 350 Villiers-sur-Marne.

La société est cotée sur le marché Nyse Alternext sous le numéro FR 0000054421.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 30 septembre 2013 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros arrondis à une décimale, sauf indication contraire.

Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Note 2.1 : Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les filiales du groupe appartenant essentiellement à la zone euro (€), il n'y a pas lieu d'effectuer de calcul de conversion sauf Bricorama Asia Ltd intégrée en Hong-Kong dollars (HK\$).

Note 2.2 : Périmètre et méthodes de consolidation

2.2.1. Périmètre

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama comprennent les comptes de Bricorama SA et de toutes les filiales dans lesquelles Bricorama SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 15. Les variations de périmètre sont données en note 3.

Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 30 juin 2013.

2.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. La société Bricoried, qui exploite depuis début 2010 un magasin franchisé Bricorama, et la société Bouwmarkt Ypenburg BV sont consolidées par mise en équivalence. Le groupe n'exerce en effet, aucun contrôle sur leurs fonctionnements, n'ayant pas de mandat et ne faisant pas partie de la Direction.

2.2.3. Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La norme IFRS 8 qui remplace la norme IAS 14, conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. En application de cette nouvelle norme, le groupe a retenu 4 secteurs à présenter et donne pour chacun d'eux les principaux agrégats financiers utilisés par la Direction pour piloter le groupe (cf. note 14). L'application de cette norme n'a pas d'effet sur le résultat ni sur la situation financière du groupe.

Les 4 secteurs retenus par le groupe sont les suivants :

- activité en France pour l'exploitation des magasins en France, y compris l'activité franchise ;
- activité au Benelux pour l'exploitation des magasins du Benelux ;
- activité en Espagne pour l'exploitation des magasins en Espagne ;
- activité Asie relative aux opérations de sourcing.

2.2.4. Transactions internes

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.2.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les pertes et les profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Note 2.3 : Postes du bilan

2.3.1. Immobilisations incorporelles

- Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition tiennent également compte des fonds de commerce acquis lors des rachats directs de magasins.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées en note 2.3.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

- Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

2.3.2. Immobilisations corporelles

- Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement tels que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

- Amortissement

Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leur durée d'utilité effective.

Composants constructions	20 ans
Composants toitures	10 ans
Agencements et aménagements.....	entre 10 et 15 ans
Installations techniques	entre 7 et 10 ans
Matériels et outillages.....	entre 5 et 7 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels et mobiliers de bureau.....	entre 3 et 5 ans

2.3.3. Contrats de location-financement

Tous les contrats de crédit-bail immobilier, de crédit-bail mobilier significatifs, de baux commerciaux et de location et de sous-location sont testés pour être qualifiés en contrat de location-financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée, déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles déterminées en vertu de location financière sont enregistrées au bilan à la juste valeur ou, si cette valeur est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.3.4. Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres significatifs est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives.

Les actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre de baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

2.3.5. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et sur une ligne du compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

2.3.6. Dépréciation des actifs

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation. Ce test est réalisé lors de la clôture annuelle.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute ce qui constitue un indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes :

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du groupe correspondant aux zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées (France, Benelux, Espagne).

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des *free cash flows* sur cinq ans basée sur le plan d'affaires de la Direction. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie.

La Direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Malgré un contexte économique qui reste difficile en Espagne sur ce semestre, la valeur d'utilité de ce pays s'est améliorée en raison de la fermeture programmée du magasin de Séville. Un test d'impairment a ainsi été réalisé et calculé sur la valeur d'utilité au 30 juin 2013.

Le taux d'actualisation a été déterminé à partir du taux d'un placement sans risque à 4 % auquel est rajouté une prime de marché et une prime de risque pays.

2.3.7. Stocks

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte et des participations publicitaires à l'exception de celles facturées à l'occasion de l'ouverture de magasins ainsi que des coûts accessoires d'achats. Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation. Les décotes sur stocks sont calculées entre autre, sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire, et par rapport à une approche statistique sur les rotations.

2.3.8. Actifs et passifs financiers

2.3.8.1. Actifs financiers

En application de la norme IAS 39, les actifs financiers sont classés suivant l'une des cinq catégories suivantes :

- Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Les dérivés ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les actifs disponibles à la vente.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

- a. Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés dans cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPCVM de trésorerie.

b. Les prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.

Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales.

c. Les actifs détenus jusqu'à échéance

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers, autres que les prêts et les créances, ayant une échéance fixée, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, et que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont présentés en actifs financiers.

d. Les actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers qui ne font pas partie des catégories précitées. Ils sont évalués à la juste valeur. Les plus ou moins-values latentes constatées sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession. Cependant, lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation d'un actif disponible à la vente, la perte cumulée est comptabilisée en résultat. Les dépréciations constatées sur les titres à revenus variables ne peuvent pas être reprises lors d'un arrêté ultérieur.

La juste valeur correspond, pour les titres cotés, à un prix de marché. Pour les titres non cotés, elle est déterminée par référence à des transactions récentes ou par des techniques de valorisation qui intègrent des données de marché fiables et observables. Toutefois, lorsqu'il est impossible d'estimer raisonnablement la juste valeur d'un titre, ce dernier est évalué au coût historique. Ces actifs font alors l'objet de tests de dépréciation afin d'en apprécier le caractère recouvrable.

Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés et les valeurs mobilières qui ne répondent pas aux autres définitions d'actifs financiers.

2.3.8.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des emprunts sur location-financement.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. La prise en compte de ce taux d'intérêts effectif n'est appliquée qu'après réalisation de tests sur tous les nouveaux contrats d'emprunts et uniquement si les impacts sur les comptes consolidés sont significatifs.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

2.3.8.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

2.3.9. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

2.3.10. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

2.3.11. Avantages du personnel

Le groupe comptabilise en provisions les avantages du personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France et les couvertures d'assurance retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés en France sont évalués en interne. La méthode d'actualisation retenue, identique pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale).

La société a décidé, à partir de l'exercice 2012, de reconnaître en capitaux propres les écarts actuariels non reconnus. Ce changement de méthode n'a pas d'impact sur l'ouverture.

2.3.12. Capital

- Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux cadres dirigeants et à certains salariés du groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à la date d'octroi. Le groupe utilise pour les valoriser le modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le groupe estime correspondre à leur période d'indisponibilité fiscale. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

- Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.13. Impôts sur les résultats

1/. La loi de finance 2010 n° 2009-1673, a supprimé la taxe professionnelle et la remplace par la Contribution Economique Territoriale (CET), constituée de deux composantes qui s'additionnent :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE)

La CVAE, qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») est classée en impôt sur le résultat.

2/. Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes prévisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

Note 2.4 : Postes du compte de résultat

2.4.1. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur. Le chiffre d'affaires est retraité du montant acquis par les porteurs de la carte Bricobonus, conformément à la norme comptable IFRIC 13.

2.4.2. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste recouvre les éléments d'un montant significatif qui ne correspondent pas à l'activité courante (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses).

2.4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

2.4.4. Charges financières nettes

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions.

Il comprend également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;

- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;
- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en « prorata temporis » en tenant compte du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

2.4.5. Détermination du résultat net par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre d'actions composant le capital au 30 juin, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net consolidé part du groupe dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

Ce résultat n'est pas présenté en l'absence d'options existantes.

2.4.6. Evénements postérieurs à la clôture

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existant à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

Il n'existe pas d'autres événements modifiant l'état des actifs et des passifs à la date de clôture.

Note 3. – Immobilisations.

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Valeur brute		
Immobilisations incorporelles	188 465,1	186 411,7
<i>Dont goodwill</i>	174 770,2	174 770,2
Immobilisations corporelles	222 474,9	218 343,9
Amortissements/Dépréciations		
Immobilisations incorporelles	-10 816,9	-10 264,0
<i>Dont goodwill</i>	-1 031,1	-1 031,1
Immobilisations corporelles	-135 850,2	-130 341,0
Valeur nette		
Immobilisations incorporelles	177 648,2	176 147,6
<i>Dont goodwill</i>	173 739,1	173 739,1
Immobilisations corporelles	86 624,7	88 002,9

L'évolution du poste immobilisations provient essentiellement des investissements informatiques et des investissements courants des magasins du groupe.

Il n'existe aucun impact entraînant une augmentation ou une diminution du goodwill.

En l'absence sur ce semestre d'autres entrées et sorties sur le périmètre d'intégration, le bilan et le compte de résultat du groupe n'intègre aucune variation de périmètre

Note 4. – Stocks.

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Stocks de marchandises bruts	235 038,5	222 705,7
Provisions sur stocks	-1 737,2	-1 713,3
Stocks de marchandises nets	233 301,2	220 992,4

Les stocks sont en quasi-totalité constitués de marchandises. Leur évolution résulte principalement des phénomènes de saisonnalité spécifiques aux stocks.

Note 5. – Clients et autres débiteurs.

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Clients et comptes rattachés	19 460,8	18 514,6
Créances sur personnel et organismes sociaux	1 144,3	1 986,7
Créances fiscales – hors IS	5 657,7	4 055,9
Comptes courants – actifs	1 077,0	605,9
Autres créances	24 378,0	24 857,4
Charges constatées d'avance	4 828,4	2 839,5
Total autres actifs courants	37 085,5	34 345,5
Provisions clients et comptes rattachés	-2 104,7	-2 001,2
Provisions autres créances et intérêts courus	-431,5	-451,2
Total des provisions	-2 536,2	-2 452,4
Autres actifs courants, clients et créances	54 010,0	50 407,8

Note 6. – Evolution de la trésorerie et endettement.

6.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Valeurs mobilières de placement	2 418,4	0,0
Disponibilités	57 735,6	55 893,6
Intérêts courus non échus sur disponibilités	12,8	0,0
Total	60 166,9	55 893,6

6.2. Emprunt

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Dettes envers les établissements de crédit	58 070,4	60 313,9
Dettes sur immobilisations en location-financement	5 045,4	5 373,5
Juste valeur des instruments financiers de couverture de taux d'intérêt long terme		
Emprunts et dettes financières diverses	342,6	289,8
Total des emprunts portant intérêt non courants	63 458,3	65 977,2
Dettes envers les établissements de crédit	25 177,0	24 940,4
Concours bancaires courants	110 791,0	97 982,4
Dettes sur immobilisations en location-financement	56,2	196,7
Intérêts courus non échus	0,0	0,0
Dettes financières diverses	0,0	0,0
Total des emprunts portant intérêt courants	136 024,2	123 119,6
Total emprunts	199 482,5	189 096,8

6.3. Endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Trésorerie et équivalent de trésorerie	60 166,9	55 893,6
Emprunts	199 482,5	189 096,8
Endettement net	139 315,6	133 203,2

L'endettement net au 30 juin 2013 s'élève à 139,3 millions d'euros contre 140,9 millions d'euros au 30 juin 2012 et 133,2 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Au cours de ce premier semestre, le groupe a remboursé 13,5 millions d'euros et a souscrit pour 20,0 millions d'euros d'emprunts nouveaux à moyen et court terme.

Note 7. – Instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt qui découlent de ses opérations courantes, le groupe utilise des instruments dérivés négociés avec des contreparties de premier plan.

Conformément aux règles du groupe, ces instruments dérivés de change et de taux d'intérêt sont mis en place exclusivement à des fins de couverture.

a. Couverture du risque de change

Le groupe est exposé au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable.

La politique du groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir au minimum 80 % du risque de change par des instruments dérivés dès lors que les budgets d'exploitation sont arrêtés dans les filiales du groupe.

L'ensemble des flux futurs en devises du groupe fait l'objet de prévisions détaillées à l'horizon de l'année budgétaire à venir. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des achats ou des ventes à terme ou par des options, afin de réduire au maximum la position de change par devises de chaque filiale. La durée de vie de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement du groupe.

Les sociétés du groupe ayant par ailleurs l'obligation d'emprunter et de placer leur trésorerie dans leur propre devise, les risques de change générés par la gestion de leur trésorerie courante sont pratiquement inexistantes.

Les instruments financiers dérivés détenus dans un but de couverture du risque de change ont tous une maturité inférieure à 18 mois à l'origine et se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Nominal		Valeur de marché	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Change à terme				
Achat d'euros contre devises				
Dont EUR/USD	7 939,5	2 331	153,1	-61
Options de change				
Dont options EUR/USD				
Total options de change et change à terme	7 939,5	2 331	153,1	-61

La juste valeur des instruments dérivés est leur valeur de marché. Le groupe n'a pas de positions en devises significatives non couvertes au bilan.

b. Couverture du risque de taux d'intérêt

Le groupe se refinance principalement à taux variables et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Ces instruments dérivés sont principalement des contrats d'échange (swaps) et d'options de taux d'intérêt (achats de caps) négociés de gré à gré.

Les valeurs de marché de ces instruments telles que détaillées ci-dessous sont à mettre en regard des valeurs de marché des dettes qu'ils couvrent.

Les instruments dérivés de taux sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Notionnel		Valeur de marché	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Couverture de flux de trésorerie	295 000	340 000	-6 183	-8 183
Couverture de juste valeur				
Dérivés non qualifiés				
Total	295 000	340 000	-6 183	-8 183

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. La valeur de marché des instruments financiers de taux est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture.

Les échéances des instruments dérivés de taux ventilés par nature de couverture se déclinent comme suit (les contrats dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois sont classés à plus d'1 an.) :

(en milliers d'euros)	31/12/12			30/06/13			Total juste valeur au 30/06/13
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Couverture de flux de trésorerie							
Swaps de taux emprunteurs taux fixe	45 000	295 000		80 000	205 000		-6 110
Caps achats					10 000		-73
Couverture de flux de juste valeur							
Swaps de taux emprunteurs taux variable							
Dérivés non qualifiés							
Swaps de taux variable/variable							
Total	45 000	295 000		80 000	215 000		-6 183

Note 8. – Provisions pour autres passifs.

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Engagement envers le personnel	5 434,7	5 480,3
Autres provisions	2 087,3	2 239,4
Provisions non courantes	7 522,0	7 719,7
Provisions courantes	0,0	0,0
Total	7 522,0	7 719,7

Note 9. – Fournisseurs et autres passifs courants.

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Dettes fournisseurs	91 823,5	77 985,8
Dettes sur acquisitions actifs	67,2	58,6
Total fournisseurs et autres	91 890,6	78 044,5
Dettes sociales	17 200,0	21 638,3
Dettes fiscales	6 505,8	8 482,6
Comptes courants - passif	6 163,5	0,3
Autres dettes	6 467,0	6 027,9
Produits constatés d'avance	135,1	288,6
Total Général	128 362,0	114 482,1

Note 10. – Chiffre d'affaires et marge commerciale.

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Vente de marchandises	343 806,4	371 903,0
Coût d'achat des marchandises vendues	-214 980,9	-232 390,8
Marge commerciale	128 825,6	139 512,2

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2013 est en baisse de -7,6 % par rapport au 30 juin 2012.

Le taux de marge consolidée est stable au premier semestre 2013 à 37,5 %.

Ce résultat satisfaisant est rattaché à un taux de marge préservée sur la France, associé à des performances meilleures cette année en Espagne comparativement au 1^{er} semestre 2012 qui avait été marqué par une politique de réduction des stocks prononcée.

Au Benelux par contre, le taux de marge est en baisse de 0,70 % en raison de campagnes promotionnelles soutenues.

Note 11. – Autres produits et charges d'exploitation.

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Autres produits et charges d'exploitation	1 977,5	2 310,8
Total	1 977,5	2 310,8

Note 12. – Autres produits et charges opérationnels.

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Plus ou moins values de cession d'actifs non courants corporels et incorporels	2 200,2	-98,6
Variation nette des provisions pour risques et charges	-611,7	2,8
Dépréciation d'actifs non courants	-894,9	0,0
Total	693,6	-95,8

Note 13. – Charge d'impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	30/06/2013
Résultat avant impôt	4 510,9
Impôt au taux normal France	1 628,4
Impôt réel	3 242,6
Ecart d'impôt	1 614,2
Effet des variations de taux d'imposition	114,4
Effet des différences permanentes	540,2
Déficits reportables	1 393,0
Redressements fiscaux et autres différences	-433,5
Total	1 614,1

Note 14. – Compte de résultat sectoriel.

30/06/2013 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	223 558	110 405	10 026			-182	343 806
Autres produits de l'activité	5 260	472	3	623		-1 074	5 284
Achats consommés	-139 917	-69 606	-6 265			808	-214 981
Charges externes	-37 567	-17 491	-2 496	-64	-1	450	-57 168
Charges de personnel	-39 256	-17 501	-1 943	-69			-58 770
Impôts et taxes	-4 002	-770	-20	0	-1		-4 794
Dotations aux amortissements	-4 511	-3 164	-356	-1			-8 031
Dotations aux provisions	-1 096	-10	-33				-1 138
Variation stocks d'encours et de produits finis							
Autres produits et charges d'exploitation	1 976	-46	50			-3	1 978
Résultat opérationnel courant	4 444	2 289	-1 035	490	-2		6 187
Résultat sur cession de participations consolidées							
Autres produits et charges opérationnels	1 842	-1	-1 147				694
Résultat opérationnel	6 286	2 288	-2 182	490	-2		6 880
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1	95					96
Coût de l'endettement financier brut	-716	-230	-21				-967
Coût de l'endettement financier net	-715	-136	-21				-871
Autres produits et charges financiers	-569	-636	-152	0	11	-26	-1 371
Résultat avant impôt	5 002	1 516	-2 354	490	10	-26	4 638
Charges d'impôt	-2 337	-905					-3 243
Quote-part de résultat mise équivalence	-50	-77					-127
Résultat activités destinées à être cédées							
Résultat net total	2 615	534	-2 354	490	10	-26	1 268
Part du groupe	2 615	534	-2 354	490	10	-26	1 268
Part des minoritaires	0	0	0	0	0	0	0

30/06/2012 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	244 224	116 387	11 388	0	0	-96	371 903
Autres produits de l'activité	4 532	764	24	583	0	-1 312	4 590
Achats consommés	-153 228	-72 571	-7 271	0	0	679	-232 391
Charges externes	-33 734	-17 103	-2 658	-48	-2	729	-52 816
Charges de personnel	-44 200	-17 683	-1 920	-73	0	0	-63 877
Impôts et taxes	-4 070	-760	-1	0	-1	0	-4 832
Dotations aux amortissements	-4 432	-3 045	-344	-5	0	0	-7 826
Dotations aux provisions	-1 247	-134	-5	0	0	0	-1 387
Variation stocks d'encours et de produits finis							
Autres produits et charges d'exploitation	2 204	129	-22	0	0	0	2 311
Résultat opérationnel courant	10 050	5 983	-810	458	-3	0	15 677
Résultat sur cession de participations consolidées							
Autres produits et charges opérationnels	-110	5	9	0	0	0	-96
Résultat opérationnel	9 940	5 988	-801	458	-3	0	15 581
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	27	91	0	0	0	0	119
Coût de l'endettement financier brut	-1 242	-404	-38	0	0	0	-1 684
Coût de l'endettement financier net	-1 215	-313	-38	0	0	0	-1 565
Autres produits et charges financiers	691	-828	-200	-30	18	-26	-374
Résultat avant impôt	9 417	4 848	1 039	428	15	-26	13 642
Charges d'impôt	-3 842	-1 054	0	0	0	0	-4 897
Quote-part de résultat mise équivalence	-28	-1	0	0	0	0	-29
Résultat activités destinées à être cédées							
Résultat net total	5 546	3 792	-1 039	428	15	-26	8 716
Part du groupe	5 546	3 792	-1 038	287	15	-26	8 575
Part des minoritaires	0	0	0	141	0	0	141

Note 14 bis. – Etat sectoriel de situation financière.

30/06/2013 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Immobilisations incorporelles	2 371	1 537	2				3 909
Ecart d'acquisition	86 016	85 144	2 579				173 739
Immobilisations corporelles	43 838	35 591	7 193	3			86 625
Titres mis en équivalence	125	-40					84
Autres actifs financiers	80 117	-15 905	-2 920	-994	-2 706	-47 047	10 546
Actifs d'impôt non courant	645	1 647	279				2 571
Autres actifs long terme							
Total actifs non-courants	213 111	107 973	7 133	-990	-2 706	-47 047	277 474
Stocks et en-cours	157 477	66 533	9 292				233 301
Clients et autres débiteurs	19 619	1 668	44	937	29	-4 941	17 356
Actifs d'impôts courants	1 766	434					2 201
Autres actifs courants	81 809	28 675	675	5	1 493	-76 003	36 654
Autres actifs financiers à la juste valeur	2 418		0		0		2 418
Trésorerie et équivalent de trésorerie	34 783	20 834	1 692	440			57 748
Total actifs courants	297 872	118 144	11 703	1 382	1 522	-80 944	349 679
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total actif	510 983	226 117	18 836	391	-1 184	-127 991	627 153

Capital	31 107	0	0	0	0	0	31 107
Primes liées au capital							
Actions propres							
Autres réserves	205 835	62 989	-10 110	-129	-1 199	0	257 386
Résultats de l'exercice	2 615	508	-2 354	490	10	0	1 268
Total capitaux propres, part du groupe	239 557	63 496	-12 464	361	-1 189		289 761
Intérêts minoritaires	5	34	0	0	0	0	40
Total des capitaux propres	239 562	63 530	-12 464	361	-1 189	0	289 801
Emprunts et dettes financières	56 067	51 769	2 964	0	0	-47 341	63 458
Engagements envers le personnel	4 684	751					5 435
Autres provisions	797	11	1 279	0	0	0	2 087
Impôts différés		701					701
Autres passifs non courants							
Total passifs non courants	61 549	53 230	4 243	0	0	-47 341	71 681
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	84 077	26 713	0	0	1	0	110 791
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	22 235	2 238	760	0	0	0	25 233
Provisions (part à moins d'un an)							
Fournisseurs et autres créditeurs	70 832	16 894	9 076	27	3	-4 941	91 891
Dettes d'impôt		1 269	16				1 285
Autres passifs courants	32 730	62 241	17 205	4	1	-75 709	36 471
Total passifs courants	209 872	109 356	27 057	31	5	-80 650	265 671
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total passif	510 983	226 117	18 836	391	-1 184	-127 991	627 153

31/12/2012 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Immobilisations incorporelles	2 278	128	2	0	0	0	2 409
Ecart d'acquisition	86 016	85 145	2 579	0	0	0	173 739
Immobilisations corporelles	45 191	35 280	7 528	4	0	0	88 003
Titres mis en équivalence	176	37	0	0	0	0	213
Autres actifs financiers	83 651	-15 906	-2 975	-1 001	-2 706	-51 129	9 935
Actifs d'impôt non courant	984	2 013	262	0	0	0	3 259
Autres actifs long terme							
Total actifs non-courants	218 296	106 697	7 396	-997	-2 706	-51 128,6	277 557
Stocks et en-cours	148 909	62 806	9 277	0	0	0	220 992
Clients et autres débiteurs	18 756	2 422	24	318	0	-5 007	16 514
Actifs d'impôts courants	106	338	0	0	0	0	444
Autres actifs courants	74 948	24 452	842	1	1 509	-67 858	33 894
Autres actifs financiers à la juste valeur	0	0	0	0	0	0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	35 371	18 186	1 717	619	1	0	55 894
Total actifs courants	278 090	108 204	11 860	938	1 510	-72 864	327 738
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total actif	496 386	214 901	19 256	-59	-1 196	-123 993	605 296

Capital	31 107	0	0	0	0	0	31 107
Primes liées au capital	13 412	0	0	0	0	0	13 412
Actions propres							
Autres réserves	184 393	58 361	-7 874	-612	-1 219	0	233 049
Résultats de l'exercice	12 154	4 642	-2 236	516	21	0	15 097
Total capitaux propres, part du groupe	241 065	63 003	-10 110	-95	-1 199	0	292 665
Intérêts minoritaires	6	34	0	0	0	0	40
Total des capitaux propres	241 071	63 037	-10 110	-95	-1 199	0	292 705
Emprunts et dettes financières	57 486	56 657	3 207	0	0	-51 372	65 977
Engagements envers le personnel	4 786	694	0	0	0	0	5 480
Autres provisions	1 559	418	262	0	0	0	2 239
Impôts différés	0	591	0	0	0	0	591
Autres passifs non courants	0	0	0	0	0	0	0
Total passifs non courants	63 831	58 360	3 469	0	0	-51 372	74 288
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	77 178	20 805	0	0	0	0	97 982
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	21 878	2 275	984	0	0	0	25 137
Provisions (part à moins d'un an)	0	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	60 289	14 209	8 515	36	0	-5 007	78 045
Dettes d'impôt	0	686	16	0	0	0	702
Autres passifs courants	32 139	55 530	16 381	0	0	-67 615	36 438
Total passifs courants	191 485	93 504	25 897	36	3	-72 621	238 303
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total passif	496 386	214 901	19 256	-59	-1 196	-123 993	605 296

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Entrée	Sortie
Bricorama SA	Villiers-sur-Marne	957 504 608	Sté Mère	I.G.	01/1997	
Bricorama France SAS	Roanne	406 680 314	99,77 %	I.G.	06/1997	
Brico 3 SAS	Fontenay	480 441 534	100 %	I.G.	12/2004	
Eoliennes Bricorama 2 SAS	Fontenay	487 603 714	100 %	I.G.	11/2005	
Bricorama BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bricorama NV	Uccle	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bouwmar NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Robo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Gruto BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
CB Bouwmarkten NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Boco NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Mag BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
DIY Retail Service BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maz BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Gent	Étrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Rubus Bouwmarkt BV	Hillegom	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Megara BV	Leerdam	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Mekowa BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bouwmarkt Beverwijk BV	Beverwijk	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Interbrico SA	Bastogne	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Batkor Finance BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bricorama Méditerranée SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	04/2004	
Bricorama Iberia SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Bricoried SAS	Selestat	424 833 739	49 %	M.E.E.	06/2008	
Bouwmarkt Elburg BV	Elburg	Etrangère	100 %	I.G.	01/2008	
Bricorama Asia Ltd	Hong-Kong	Etrangère	100 %	I.G.	07/2007	
Galleries Lindoises SAS	Lalinde	330 345 380	100 %	I.G.	03/2009	
SCI Immobilière Bricaille	Fontenay	394 237 408	100 %	I.G.	01/2009	
Hasco Bouwmarkt Best BV	Best	Etrangère	100 %	I.G.	01/2009	
SARL Léomille	Chemillé	503 536 633	100 %	I.G.	04/2010	
SCI Tamme	Soustons	490 286 135	99 %	I.G.	10/2009	
Legerstock Vermeersch - Andries NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	04/2010	
Bricorama Bouwmarkten II BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Bricorama Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Deventer BV	Deventer	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Eibergen BV	Eibergen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Zutphen BV	Zutphen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Raalte BV	Raalte	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	
Bouwmarkt Ypenburg BV	H.I. Ambacht	Etrangère	50 %	M.E.E.	11/2011	

Note 16. – Evènements postérieurs à la clôture.

Fin septembre, le magasin de Bricorama Discount de Meaux, en France, est passé sous enseigne Batkor.

Note 17. – Actifs et passifs éventuels.

La société s'est pourvue en Cassation sur le litige avec Mr Bricolage.

Le syndicat FO a décidé de faire appel de la décision de décembre 2012, le déboutant du bénéfice d'astreintes dans le cadre de la fermeture de nos magasins le dimanche.

Note 18. - Principales transactions avec parties liées.

Les principaux montants en relation avec les entreprises liées sont (en euros) :

Sociétés concernées	Sociétés liées	Solde au 30/06/2013		Total charges	Total produits	Engagements	Nature de la transaction	Garanties données ou reçues
		Actif	Passif					
Bricorama SA	La Maison du Treizième	153 560		335 170	80 457	764 484	Dépôt Loyers et ch. Prestations	Néant
	La Maison du Treizième La Maison du Treizième	297 437	19 330					
	Promo Brico	198 941						
	Points Cadres	23 052						
	Autres sociétés	126 238	26 103					
Bricorama France SAS	La Maison du Treizième	4 086 044		9 824 045	543	7 976 139	Dépôts Loyers & ch. Prestations	Néant
	La Maison du Treizième La Maison du Treizième	114 887	3 173 853					
	Promo Brico	1 328 349						
	Promo Brico Promo Brico	36 361	564 462					
	Points Cadres		9 651					
	Autres sociétés							
	Autres sociétés Autres sociétés	616 832	84 262					
Bricorama NV	Belgium Properties Retailers	12 000	5 360	157 747	12 000	1 972 077	Loyers	Néant
	Wickes Land Development	10 313	17 700	221 210	5 000	2 147 140	Loyers	
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Belgium Properties Retailers	10 287		115 828		105 541	Loyers	Néant
	Wickes Land Development		4 409	59 529		597 134	Loyers	
Maz BVBA	Belgium Properties Retailers		6 900	100 997		470 485	Loyers	Néant
Boco BV	Belgium Properties Retailers	4 220		93 060		88 840	Loyers	Néant
Mekowa	Belgium Properties Retailers		4 332	127 467		283 268	Loyers	Néant
Interbrico SA	Belgium Properties Retailers		12 400	115 759		103 359	Loyers	Néant
Rubus Bouwmarkt BV	Immo Vastgoed Holland BV	242 291		396 614		5 560 429	Loyers	Néant
Bricorama BV	Immo Vastgoed Holland BV	139 072		364 705		11 074 523	Loyers	Néant
	Immo Vastgoed Holland BV	15 000			90 000		Prestations	

	OFS Traders	10 000			10 000		Prestations	
	Godli Holding BV	4 000			4 000		Prestations	
	Kodden Raalte Beheer	3 000			3 000		Prestations	
	Goldi Beheer	1 000			1 000		Prestations	
	Goldi Vastgoed	5 000			5 000		Prestations	
Megara BV	Immo Vastgoed Holland BV	29 887		123 500		2 840 500	Loyers	Néant
Bouwmarkt Haarlem BV	Immo Vastgoed Holland BV			123 391		1 391 058	Loyers	Néant
Bouwmarkt Haarlem BV	OFS Traders			508 600		8 476 672	Loyers	Néant
Bouwmarkt Elburg BV	Immo Vastgoed Holland BV	76 155		125 877		1 216 809	Loyers	Néant
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Goldi Vastgoed Apeldoorn BV			259 762		4 156 198	Loyers	Néant
Bouwmarkt Deventer BV	Goldi Beheer & Exploit. Mij BV			51 204		819 256	Loyers	Néant
Bouwmarkt Eibergen BV	Goldi Holding BV			103 618		1 657 884	Loyers	Néant
Bouwmarkt Zutphen BV	Goldi Holding BV			140 301		2 244 816	Loyers	Néant
Bouwmarkt Raalte BV	Kodden Raalte Beheer BV			154 433		2 470 925	Loyers	Néant
Bouwmarkt Ypenburg BV	Immo Vastgoed Holland BV			49 500		4 405 500	Loyers	Néant